

La République en Tunisie

Sans heurts ni difficultés, la Tunisie vient d'entrer dans l'ère de la République. Après une campagne, brève mais violente, contre le bey et son entourage féodal, l'Assemblée tunisienne a ratifié unanimement le changement de régime.

Les raisons de cette offensive du Néo-Destour sont restées incomprises de la majorité des observateurs occidentaux qui notent, avec perplexité les variations rapides de Bourguiba. Ce dernier mêle en effet, suivant les occasions, l'intransigeance la plus nette avec un grand esprit de conciliation. Semaine après semaine, il assure de sa solidarité le peuple algérien et facilite l'action des dirigeants du F.L.N. en Tunisie. Après avoir mené une lutte systématique pour le retrait de l'armée française, menacé de rompre définitivement les relations avec Paris, il réagit contre les incursions de troupes colonialistes en Tunisie (il avait pourtant, peu auparavant, demandé aux Algériens de ne pas franchir les frontières tunisiennes au cours de leurs opérations militaires).

Mais, en même temps, Bourguiba atténue lui-même le contenu de ses déclarations les plus violentes. Son soutien aux Algériens se nuance de conseils de modération. Et surtout, il use, ouvertement ou non, de toute son influence pour amener les dirigeants du FLN à laisser momentanément de côté leur revendication d'indépendance inconditionnelle. Ses préférences vont à un régime de large autonomie, accompagné d'une intégration de l'Algérie à une Fédération nord-africaine.

LA SITUATION DE LA TUNISIE

Ces contradictions permanentes ne peuvent être comprises si on ne les replace pas dans le cadre de la situation particulière de la Tunisie et du développement général de la révolution nord-africaine.

Bourguiba est l'interprète de la bourgeoisie tunisienne, qui vise à moderniser le pays: développer l'ensemble de l'économie pour s'assurer une plus grande assise sociale, créer un marché intérieur, équilibrer le budget d'Etat, etc. Le programme est séduisant, mais d'une application difficile. La bourgeoisie tunisienne qui est surtout une bourgeoisie commerçante, est d'une faiblesse extrême; elle ne peut songer à se développer par ses propres moyens, face à une France colonialiste qui ne cherche qu'à maintenir sous diverse formes le régime ancien. Bourguiba se prononce donc en faveur de la participation tunisienne à une « unité économique » plus large. Dans cette mesure, il accueille avec faveur les projets qui tendent à associer les pays du Maghreb à l'exploitation du Sahara par la France (que l'on se rappelle les articles d'Action, journal destourien, sur de Gaulle, grand libéral français). Il est donc favorable à un règlement

Répression au Congo belge

Le gouverneur général du Congo belge vient d'interdire deux hebdomadaires indigènes: « Quinze » et « Congo ». Le premier a été interdit parce qu'il avait publié une enquête sur les fumeries de chanvre à Léopoldville et le second parce qu'il avait protesté contre l'arrestation d'un journaliste de « Quinze » et contre les perquisitions effectuées au siège de ce journal.

Cette double interdiction risque d'avoir de sérieuses répercussions à Léopoldville et dans tout le Congo belge. Le sentiment et les revendications nationales qui ne se formaient que lentement depuis dix ans, vont être probablement éveillés plus largement par ce geste dictatorial d'un gouverneur et d'une administration dévoués aux puissantes sociétés minières qui règnent sur tout le Congo.

Ph. V. D.

de la guerre d'Algérie; et il use de son influence pour essayer de modérer les revendications du F.L.N. Mais, en même temps, il sait qu'une telle solution ne peut être envisagée si les peuples d'Afrique du Nord n'affrontent l'impérialisme dans une position de force. Face à la répression brutale de la France, soumis à la pression puissante de la révolution en cours en Algérie, il doit aider activement l'Armée de Libération.

D'autre part, ses désirs d'ordre bourgeois en Tunisie ne peuvent lui faire oublier une réalité: l'existence des masses ouvrières et paysannes qui, après avoir mené le combat pour l'indépendance, sont maintenant dans une situation économique désastreuse. A plusieurs reprises, la Tunisie a connu de graves menaces de grèves. Et Bourguiba ne peut se permettre de rien faire qui amène un conflit entre le gouvernement et les travailleurs. Un de ses soucis permanents est d'assurer la participation des syndicats à la gestion du régime. Il doit aussi tenir compte de l'immense sympathie du peuple tunisien pour la lutte libératrice de l'Algérie. Là se trouvent les sources de son intransigeance.

LA POLITIQUE DE BOURGUIBA

La Tunisie bourgeoise n'arrive à se maintenir au travers de ces contradictions que par la politique de Bourguiba, qui, en organisant soigneusement sa personnalité de sauveur de la Tunisie, a acquis la possibilité de maintenir un équilibre temporaire entre les différences forces du pays.

La proclamation de la République est une étape nouvelle de la politique du leader destourien. En renversant le Bey, Bourguiba a, sans mal, accru son prestige dans le pays. Sa position personnelle et donc ses possibilités d'action se trouvent considérablement renforcées. Notons, à ce propos, l'éditorial du journal Action (2 septembre 1957) dans lequel des critiques à peine voilées sont formulées contre les tendances au pouvoir personnel qui se feraient jour en Tunisie.

Toutefois, l'instauration du nouveau régime revêt une signification beaucoup plus large. L'ensemble des opérations qui ont accompagné cette transformation ont eu un caractère nettement antiféodal. Ben Yahmed, secrétaire d'Etat à l'Information, a quitté le gouvernement pour le motif officiel de ses liaisons familiales avec de grands propriétaires fonciers. Dans une large mesure, Bourguiba a satisfait, en les devançant, les aspirations de larges couches du peuple tunisien. Aussi peut-on considérer, quels que soient les buts de ses promoteurs, le tournant tunisien comme l'affirmation de contradictions de classe en plein développement. La République à Tunis, c'est peut-être dans l'immédiat la consolidation des positions de Bourguiba; c'est aussi une étape transitoire vers de nouveaux développements de la révolution tunisienne. La déposition de la famille régnant sur le pays depuis des siècles crée un précédent important.

DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

L'INFLUENCE

Il est difficile de prévoir une évolution rapide de la Tunisie, dans quelque direction que ce soit. Le mouvement ouvrier tunisien, soumis à une direction néo-Destour, donc bourgeoise, privé de pôle de regroupement révolutionnaire, n'est pas, dans l'immédiat, prêt à des actions de grande envergure.

Il n'en est pas moins important de noter que l'accession à l'indépendance n'a résolu aucun des problèmes clés de la situation tunisienne. Toute solution est du domaine de l'avenir, envisageable seulement dans le cadre de l'évolution de l'ensemble du Maghreb. Car en Tunisie, la réalité quotidienne reste, malgré tout, la révolution en marche en Algérie. Et ce n'est pas au hasard si le néo-Destour a dû consentir à voir Tunis devenir le centre principal de la lutte du Front de Libération Nationale.

Grèves en Afrique noire

Il est décisif pour l'impérialisme français que l'Afrique Noire reste à l'écart du développement de la révolution coloniale. Avec la loi Defferre, la bourgeoisie a cherché à morceler le pays pour le mieux contrôler, en associant à la gestion des divers territoires certaines couches privilégiées de la population. Cette opération a réussi dans l'immédiat grâce à l'appui des dirigeants du mouvement nationaliste.

Mais tous les problèmes restent pendents. Au sein du R.D.A., la principale formation nationaliste, une aile tend à se développer qui exige une politique plus radicale. Des luttes intérieures très vives se sont déroulées en plusieurs endroits. Au Cameroun, la population reste, dans l'ensemble, fidèle à l'Union des Populations Camerounaises frappée par la répression colonialiste.

Tout récemment, une grève de huit jours, suivie par la quasi totalité du personnel, a paralysé Dakar. Débutant chez les employés de commerce, le conflit s'est étendu à la majorité des travailleurs industriels. L'enjeu de la lutte était le relèvement des salaires, extrêmement bas des employés de commerce. La rapidité avec laquelle la grève s'est répandue donne une idée de la tension permanente qui existe dans les centres industriels.

Cette intervention massive dans la vie du pays du mouvement ouvrier de la ville la plus importante ne sera pas sans lendemain. Elle ouvre une perspective de radicalisation de l'ensemble du mouvement nationaliste, dans lequel l'organisation syndicale, récemment unifiée, sera appelée à jouer un grand rôle.

En même temps, un mouvement se crée en faveur de l'instauration d'un pouvoir exécutif à l'échelle de toute l'Afrique Occidentale. Cette revendication remet en question le principe de division territoriale sur lequel est basée la loi Defferre. Elle contient en germe la revendication de l'indépendance d'Afrique Noire.

De grandes batailles révolutionnaires se livreront en Afrique Noire dans un avenir proche.

Difficultés au Maroc

Depuis son accession à l'indépendance, le Maroc connaît en permanence un état de crise latente. Les capitaux français ont fui, et le gouvernement marocain ne parvient pas à rétablir la situation économique. Ses difficultés sont accrues encore par l'attitude du gouvernement: le Sultan est personnellement lié à la structure féodale du pays et montre les plus grandes hésitations à apporter des réformes profondes.

L'entourage de Mohammed a réagi violemment à la proclamation de la République en Tunisie. C'est dans le Maghreb même, alors que s'étend en influence la révolution algérienne, un coup porté à l'ordre ancien, une menace pour la monarchie au Maroc même. En même temps, on assiste à une tentative de grande envergure du Sultan pour asseoir son pouvoir, face à l'Istiglal et à l'Union Marocaine du Travail. Après la création d'une armée importante, la délégation de pouvoir au prince Moulay Hassan, qui vient de déclarer l'intérêt qu'il porte à une « gestion commune franco-marocaine » de « certains territoires sahariens ».

Le Sultan a toujours pris ses distances vis-à-vis de la révolution algérienne. Mais celle-ci agit sur le Maroc, aiguissant les contradictions intérieures du pays. Et, devant la pression des colonialistes français, désireux de reprendre pied dans une de leurs terres d'élection, le gouvernement a été amené à prendre des mesures de saisie sur les biens des collaborateurs de Ben Arafa. Cette mesure importante montre l'instabilité profonde de la situation marocaine. A l'étape actuelle, le Sultan est obligé, pour se maintenir, de prendre des mesures portant atteinte à l'ordre social ancien. Dans l'avenir, les développements révolutionnaires en Algérie, l'évolution interne de la Tunisie créeront les conditions pour un nouveau progrès de la révolution marocaine.